



Algérie : Il était une fois le grognement pacifique de Tidikelt...!

Par [Abdelmadjid Abdelmadjid](#)

Mondialisation.ca, 13 mars 2019

[Investig'Action](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

En 2015 la commune de In Salah a surpris et les observateurs et les autorités. Aux yeux de ses habitants, l'exploitation du gaz de schiste, cette énergie dite non-conventionnelle, aurait un impact négatif et irréversible sur leur vie et sur celles des générations futures.

Faits

Fait, la France réalisa une victoire écologique en disant : « Not in my backyard », faisant ainsi allusion au refus de l'exploitation de gaz de schiste sur son territoire;

Fait, le gouvernement québécois fut à l'écoute du grognement de sa population lorsque celle-ci s'est opposée à l'exploitation de gaz de schiste et pour cause, la technique dite « fracturation hydraulique » utilisée dans ce genre de forage nuit considérablement à l'environnement et à la sécurité publique;

Fait, la Chine qui vient à la fois en tête de liste des grands pays pollueurs de la planète et des plus grand pays détenteurs de réserve en gaz de schiste choisit de conclure un contrat de 400 milliard de \$ avec la Russie pour son approvisionnement en gaz. Un contrat qui s'étale sur 30 ans ;

Fait, les prix du pétrole ont chuté et cela a causé une crise !

Algérie, le recours à l'exploitation de gaz de schiste

Eu égard à cette conjoncture économique, des spécialistes s'attendaient a priori à ce que les dirigeants en Algérie saisissent ce virage pour annoncer des réformes économiques et des mesures sensées, susceptibles de faire sortir le pays de l'économie de la rente vers une économie plus diversifiée. Or, le gouvernement algérien et contrairement à toutes les attentes choisit pour mesure salvatrice, le recours à l'exploitation de gaz de schiste au sud du pays et ce en partenariat avec des sociétés étrangères.

Toutefois, dès que la machine s'est mise en marche, le gouvernement réalisa qu'il a omis d'inclure dans ses calculs un facteur fort majeur mais marginalisé jusqu'alors, à savoir : « les gens du Sud ». En effet, l'appareil exécutif prit connaissance des grognements lesquels commencèrent à se faire entendre et à prendre de l'ampleur notamment au sein de la communauté de Tidikelt. (1)

En décembre 2014 une délégation ministérielle menée par l'ex-ministre de l'énergie à l'époque Youcef Yousfi, surnommé « l'homme de schiste », fut dépêchée sur les lieux à cet

effet. L'ex-ministre s'adressa alors à la communauté locale en vue de la sensibiliser et la conscientiser à propos de la gravité de la situation et que le recours à l'exploitation du gaz de schiste, décision prise en hauts lieux et validée par L'APN (Assemblée Populaire Nationale), répond dans les circonstances à un besoin pressant et demeure par conséquent une alternative incontournable.

Sur un ton rassurant et confiant, l'ex-ministre tenta également d'expliquer au collectif anti gaz de schiste que les craintes et les inquiétudes qu'ils se font à propos de la technique dite fracturation hydraulique utilisée dans ce genre de forages n'ont nullement lieu d'être.

Il faut dire que cette rencontre fut un véritable échec puisque la délégation a échoué à faire vendre l'idée de projet à population.

Le grognement pacifique de Tidikelt

Les habitants du sud ou «Ness Sahara» (2), une population qui vit quasiment en marge d'un semblant d'une dynamique socio-culturelle et économique, faute d'une politique inéquitable dans la répartition des richesses du pays.

Considérés jusqu'alors comme étant une peuplade naïve, déphasée et surtout peu revendicatrice ou réputé l'être, «Ness Sahara» peuvent au gré des circonstances exhiber une facette et une attitude peu habituelles et fort imprévisibles. En effet, les événements de 2015 lesquels ont secoué le sud algérien notamment la commune de In Salah ont surpris et les observateurs et les autorités. Organisés et déterminés, c'est ainsi qu'ils ont tenu tête à un gouvernement gonflé à bloc, arrogant, condescendant et surtout réputé pour ses promesses arlésiennes.

Se gardant aussi de quelconque acte de violence, dans une discipline exemplaire, la communauté dans tout sa composante est sortie et exprimée en parfaite communion son mécontentement et son refus catégorique à la concrétisation d'un projet perçu comme étant anti-environnemental. À leurs yeux et à bien des égards, l'exploitation de cette énergie dite non-conventionnelle aurait un impact négatif et irréversible sur leur vie et sur celles des générations futures. Malheureusement, cette action pacifique et civilisée pour le droit à la vie fut réprimée, brutalisée et dispersée au bout du compte à coup de bombes lacrymogènes de la part des forces de l'ordre, causant ainsi beaucoup de blessés parmi les manifestants.

Le syndrome du mal hollandais

Le 24 février 1971 fut une date charnière dans l'histoire d'une Algérie post-indépendance, à laquelle le Président Houari Boumediene, dans un discours considéré comme historique, annonça la nationalisation des hydrocarbures du pays. Par cette décision l'Algérie voulut concrétiser sa souveraineté et marquer par conséquent sa rupture avec le régime colonial français. Mais depuis, l'économie algérienne est demeurée malheureusement entièrement dépendante de la rente pétrolière qui représente 98% des exportations.

Force est de constater que tous les gouvernements lesquels se sont succédé au pays ont fini au fil des années par développer une addiction malade à la consommation des hydrocarbures dont ils sont devenus « accros » et peinent vraisemblablement à s'en défaire. Il faut dire que la stabilité voire la sécurité socio-économique en Algérie est restée toujours tributaire de la fluctuation des prix de pétrole. En 2018, trois années après les événements

d'In Salah, il semble que les autorités algériennes s'apprêtent à relancer le projet de gaz de schiste -mis jusqu'alors en veilleuse- et ce en partenariat avec des compagnies américaines.

Dans une allocution laquelle fait appel à la sagesse et la rationalité, le Pr Chemss Eddine Chitour (3) exhorta les autorités algériennes à faire preuve de plus de prudence dans la gestion de ce dossier controversé, en l'invitant a posteriori à chercher des solutions à la crise dans des alternatives sensées (la promotion du secteur agricole, le tourisme, les énergies renouvelables,...) et faire en sorte que les réserves en gaz de schiste soient préservés au profit des générations futures, lorsque la technologie qui lui affère serait à ce moment-là plus mature et mieux contrôlée.

Abdelmadjid Abdelkamel

Notes :

1. Tidikelt : Région située au cœur du Sahara algérien, ses principales communes sont In Salah et Aoulef
2. Ness Sahra : les gens ou les habitants du sud en français
3. Chemss Eddine Chitour : Professeur émérite à l'École Polytechnique d'Alger

La source originale de cet article est [Investig'Action](#)
Copyright © [Abdelmadjid Abdelmadjid](#), [Investig'Action](#), 2019

Articles Par : [Abdelmadjid Abdelmadjid](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca